Prolétaires de tous les pays, unissez vous!



n° 52
p.a.f. 0,60 € - mai 2015

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Le capitalisme, un système dont il faut se débarrasser

Dans ce numéro:

L'Europe capitaliste condamne à mort les migrants

La grève dans les services publics

Il y a 25 ans : la loi sur la dépénalisation de l'avortement

Le 1er mai : journée internationale de lutte de la classe ouvrière

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Un système qui ne sait que détruire

Un rapport de l'Unesco constate que l'accès à l'éducation reste très inégalitaire dans le monde. En 2015, cent millions d'enfants ne pourront pas achever leur cursus primaire. Sans surprise, les enfants des pays pauvres sont les moins scolarisés, et parmi eux les filles sont davantage condamnées à l'analphabétisme que les garçons. La multiplication des guerres, comme en Irak, aggrave la situation renvoyant des décennies en arrière des populations entières.

D'après l'ONU, il suffirait pourtant de débloquer 22 milliards de dollars par an pour permettre à la très grande majorité des enfants de terminer leur formation primaire. Un chiffre à comparer avec le coût de la seule guerre en Irak qui avait dépassé les 2000 milliards de dollars en 2013.

Une politique d'asile inhumaine et démagogique

Début avril, un réfugié guinéen s'est immolé par le feu dans les toilettes de Fedasil, l'agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile. Un second réfugié marocain, enfermé au centre fermé de Merksplas après 16 ans passés en Belgique s'est suicidé peu après.

Ces actes en disent long sur le traitement inhumain réservé aux réfugiés. Une politique uniquement motivée par la volonté des dirigeants politiques d'en faire des boucs émissaires dans une société qui s'appauvrit, non parce qu'elle ne peut créer suffisamment de richesses, mais parce qu'elle subit l'effondrement du capitalisme.



Des sans papiers à la manifestation syndicale contre l'austérité du 30 mars à Bruxelles: ce n'est pas les frontières qui protègent les travailleurs, mais leur unité...au-delà des différences d'origine.

Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte

IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

L’Europe capitaliste condamne à mort les migrants

Chaque année des milliers d’enfants, de femmes et d’hommes meurent noyés dans le naufrage de leur embarcation en Méditerranée en tentant de quitter la misère de leur pays en guerre.

Quand cette hécatombe cessera-t-elle ? Combien de Syriens, d’Érythréens, de Soudanais ou de Somaliens devront encore mourir aux portes de l’Europe avant que l’Union européenne daigne lever le petit doigt ?

Avec la multiplication des passeurs sur les côtes libyennes et l’afflux de migrants ces derniers mois, l’urgence de la situation était connue. Et qu’a fait l’Union européenne ? Elle a refusé de participer au financement du dispositif de sauvetage mis en place par l’Italie qui avait permis de sauver 150 000 vies.

En réduisant le nombre et la portée des patrouilles, les dirigeants de l’UE ont fait le choix de laisser mourir ceux qui tenteraient la traversée. C’est de la non-assistance à personne en danger.

Et maintenant, les dirigeants s’entendent pour durcir leur politique criminelle contre les migrants. Car s’ils veulent que l’Europe « coopère », ce n’est pas pour sauver les migrants, c’est pour les refouler !

Leur problème immédiat est de trouver en Libye une personne qui puisse, comme Kadhafi le faisait si bien, garder les côtes du pays. C’est dire que le sort de ces femmes et de ces hommes ne les intéresse pas du tout.

Nombre de candidats à l’immigration voudraient arriver par des voies sécurisées et légales pour demander l’asile. Au lieu de cela, ils sont traqués comme des parias et se retrouvent sous la dépendance de passeurs sans scrupules. Les dirigeants européens peuvent dénoncer les passeurs, mais ce sont eux qui exposent les migrants à des risques de plus en plus grands.

Près de 4 millions de Syriens ont fui leur pays, en guerre depuis 2011 ; la grande majorité s’est réfugiée en Turquie ou au Liban, c’est-à-dire dans les pays voisins comme c’est le cas pour tous ceux qui sont chassés de leurs pays. L'Europe n'en a accueilli que 123 600.

Seule cette petite fraction a pu rejoindre l’Europe développée, mais cela suffit aux plus démagogues pour parler d’une « bombe migratoire », comme le FN en France. Agiter ce fantasme quand des enfants, des femmes et des hommes meurent sous des bombes, bien réelles celles-là, est révoltant.

Les dirigeants européens s’échinent à tenir les peuples les plus pauvres à distance. Mais le système qu’ils servent multiplie la misère, les guerres et les persécutions.

Ils ont toujours les mots « démocratie », « paix », et « développement » à la bouche. Mais qu’ont-t-ils apporté à l’Afrique, si ce n’est le pillage continu de ses richesses? Alors que la Belgique et la France sont intervenues militairement des dizaines de fois en Afrique et au Moyen-Orient, elles n’y ont amené qu’une succession de dictatures et la dévastation.

Quant aux dernières manœuvres guerrières des puissances impérialistes en Irak, en Syrie ou en Libye, elles ont conduit au dépeçage des États par des milices surarmées.

Condamner les peuples au dénuement extrême, les emprisonner dans leur situation d’exploités fait partie de la guerre menée par la bourgeoisie contre les pauvres. La lutte que les États riches mènent contre les migrants en est un aspect infâme.

Les exploités d’ici n’ont pas à se protéger des plus pauvres, mais des plus riches, c’est-à-dire des capitalistes. C’est leur pouvoir sur la société qui crée tant d’inégalités et d’injustices.

Depuis plus d’un siècle, les moyens de production sont largement suffisants pour satisfaire les besoins de toute l’humanité sans que les peuples aient besoin de se déchirer les uns les autres pour disposer du nécessaire.

L’Europe elle-même concentre de formidables richesses. Mais elles s’accumulent dans les poches d’une minorité, sont gaspillées dans des caprices de riches ou dans la spéculation et manquent cruellement pour satisfaire les besoins de la majorité.

Avec la bourgeoisie parasitaire au pouvoir, ce système n’accordera jamais à tous le droit de vivre dignement. Pour mettre fin à cette barbarie, les travailleurs doivent arracher les moyens de production des mains de la minorité capitaliste et en prendre eux-mêmes le contrôle.



La misère et la fermeture des frontières poussent les migrants à risquer leur vie sur la mer.

La grève dans les services publics

Le 22 avril, les transports publics étaient fortement perturbés, le courrier non distribué. La grève a trouvé de l'écho chez des travailleurs, malgré le fait que la seule CGSP ait appelé.

Les administrations publiques fédérale et régionale prévoient que seul un départ sur 5 sera remplacé, les budgets de fonctionnement sont drastiquement diminués et les travailleurs doivent donc faire toujours plus avec toujours moins de moyens, le tout assaisonné d'une sérieuse baisse des pensions… Les raisons ne manquent pas en effet pour se révolter contre les plans des gouvernements.

Mais cette grève a encore une fois été organisée par des dirigeants syndicaux bureaucratiques, sans aucune assemblée générale, aucune discussion sérieuse avec les travailleurs à la base, et très peu d'actions qui auraient permis aux travailleurs d'exprimer publiquement et collectivement leur mécontentement et de s'adresser aux autres travailleurs pour expliquer leurs raisons de faire grève.

Les dirigeants syndicaux ne font pas confiance aux travailleurs de peur de se faire déborder. Mais qu'ils le veuillent ou non, c'est ce qui se passera quand la colère explosera pour du vrai.

Echo de la journée

A Mons, la grève des services publics, appelée par la CGSP, a paralysé en grande partie les transports en commun, les TEC, la SNCB, et perturbé le fonctionnement des administrations, des hôpitaux, des écoles… Des piquets, tenus par des permanents et des délégués syndicaux, ont été organisés devant l'entrée des bâtiments, dans la région de Mons-Borinage.

Les travailleurs des services publics ont été peu informés du mouvement. D'une façon générale, cette mobilisation a été décidée sans eux, sans assemblée, sans consultation, par des directions syndicales bureaucratiques.

Malgré cela, de nombreux cheminots ont accepté de se déclarer grévistes devant le piquet organisé par la CGSP. Les attaques contre le statut des cheminots et en particulier leur régime d'assurance-maladie, plus favorable que le régime général et que les cheminots cofinancent avec une cotisation spéciale, provoquent un large mécontentement.

Le premier mai : journée internationale de la classe ouvrière

Vendredi, 1er mai, des rassemblements et cortèges auront lieu dans plusieurs villes de Belgique.

Cette journée de mobilisation internationale des travailleurs a été introduite par le mouvement ouvrier il y a plus de 120 ans, à un moment où les organisations syndicales et politiques qu'il avait construites étaient révolutionnaires. Ces organisations cherchaient à rendre concrète l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie, que par-delà les frontières ils ont les mêmes intérêts et qu'ils constituent une seule et même classe sociale, la classe ouvrière internationale. Les délégués des partis socialistes qui fondèrent l'Internationale ouvrière en juillet 1889 décidèrent donc d'une journée de mobilisation annuelle mondiale et fixèrent sa date au 1er mai.

Aujourd'hui, les directions syndicales qui chapeautent les rassemblements du 1er mai ne se revendiquent plus du tout de la transformation révolutionnaire de la société. Et il n'y a plus de véritables partis représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière, ni en Belgique ni ailleurs.

Mais dans de nombreux pays, il est réellement une journée de combat des exploités contre la férocité patronale et la dictature. On l'a vu l'an dernier en Turquie ou au Cambodge avec les grèves et manifestations des ouvriers et surtout des ouvrières du textile, ou encore l'année précédente au Bangladesh quand les travailleurs de la confection, juste après la mort de plus de 1 000 d'entre eux lors de l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza, se sont saisis du 1er mai pour se mobiliser et imposer des reculs au patronat local.


©Krasnyi-Karim Brikci-Nigassa




©Krasnyi-Pablo Ortega

Ci-dessus : manifestation du 1er mai 2014 et répression en Turquie

Ci-contre : en Espagne

Tous les travailleurs qui participeront aux mobilisations de cette journée symbolique contribueront à lever le drapeau de la classe ouvrière. Et le fait qu'il y en ait partout, sur tous les continents, sera un gage d'avenir.

de mobilisation à Mons

D'autres catégories de travailleurs voient aussi leurs conditions de travail empirer. Les infirmières, les enseignants, les fonctionnaires, les ouvriers communaux, subissent une charge de travail croissante, avec la pression et le harcèlement de la hiérarchie qui va avec.

Mais, si les raisons de la colère ne manquent pas, la majorité des travailleurs regardent les mobilisations et les organisations syndicales avec scepticisme. Personne ne croit que les actions décidées par les directions syndicales entre deux négociations avec le gouvernement et les patrons peuvent changer grande chose.

Les grévistes qui se sont rejoints début de matinée pour former un cortège de plusieurs centaines de manifestants étaient donc essentiellement des délégués et des militants syndicaux. A la place des pétards et des décibels habituels, les permanents syndicaux avaient décidé d'y donner, à leur façon, un caractère plus politique : un char tirant « une cage aux fonctionnaires » entouré de « bourreaux représentants les 4 partis du gouvernement fédéral », entendait dénoncer les mesures d'austérité contre le service public. Dans ces mises en scène, comme dans les discours, aucune mention de la responsabilité du PS dans ces mesures. C'est pourtant bien ce parti qui, à la tête du gouvernement régional wallon et d'un grand nombre de communes, en assume les responsabilités. C'est même lui qui les a décidées et votées, avec les autres partis bourgeois, au parlement fédéral, en 2014 !

Les grévistes et les militants syndicaux ont raison de vouloir se battre et de participer aux actions. Mais ce serait une erreur d'accepter de telles manœuvres de la part des dirigeants de leurs organisations.

L'hypocrisie de la direction de la CGSP, pour couvrir le PS, ne peut qu'accroître la méfiance des travailleurs à l'égard des organisations syndicales, et faciliter les attaques de la part des gouvernements et des patrons.

Privatisation : le bal des vampires continue !

La SNCB a privatisé sa filiale de fret, Logistics, au profit d'un groupe financier, Argos Soditic. Avec une mise de fonds de 20 millions d'euros, Argos détient désormais 66,6% de la filiale dont les 200 locomotives, les 7000 wagons, le parc informatique etc. qui avait été évalué à 510 millions d'euros en 2011.

Argos Soditic ne fait même pas mystère de son intention de vendre Logistics dans 5 ans, pour en retirer un bénéfice. Un scénario identique avait permis en 2008 au groupe financier 3i de réaliser 740 millions de bénéfices de la vente de la filiale de la SNCB, ABX. En 2013, le groupe financier CVC Partner a gagné 990 millions de la revente de ses parts de BPost.

Derrière ces bénéfices, il y a la braderie de biens publics, des milliers d'emplois supprimés, une augmentation de la charge de travail et souvent des baisses de salaires…

Attaques contre les travailleurs âgés

Remis en cause sous le gouvernement Di Rupo, le complément d'ancienneté pour les chômeurs va être supprimé par le gouvernement Michel. Soit une baisse de 121 euros par mois en moyenne. Que ce soit pour compenser les baisses de cotisations patronales ou pousser ces travailleurs à accepter des salaires de misère, les gouvernements leur font la guerre.

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

Exemple à suivre

Quatre semaines après la date d'introduction de la nouvelle répartition du travail, à la plupart des postes du montage, on continue avec l'ancienne. C'est que la direction craint l'étincelle qui mettrait le feu au mécontentement accumulé.

Suite à deux débrayages dans les deux équipes en F1, les deux collègues enlevés de la production ont même pu reprendre leur poste… Alors si on remettait ça, tous ensemble ?

Le soleil est de retour

La direction a annoncé au moins un samedi travaillé en avril et en mai pour cause de retard dans la production, dit-elle.

Mais si retard il y a, c'est entre autres parce que Audi, pour faire produire encore moins cher, a changé de fournisseur pour les parechocs et frontends. Plus de 100 camarades avaient alors perdu leur emploi chez Magna. Mais Faurecia qui promettait de faire la même chose moins cher, avec moins de monde et plus vite, a du mal à tenir ses promesses et les parechocs n'arrivent pas toujours sans accroc.

Audi n'a qu'à embaucher et mieux payer les ouvriers sous-traitants, et il n'y aurait plus de retards et on irait se promener. Le soleil aussi est de cet avis.

Qui croit-il pouvoir tromper ?

Marc Goblet, le président de la FGTB, a annoncé qu'il ne ferait pas de tribune commune avec le PS à l'occasion du 1er mai. Une manière de défendre l'idée que la FGTB ne serait pas la courroie de transmission du PS.

Il n'y a pas besoin, pour Goblet, d'aller sur les tribunes du premier mai pour être lié au PS, il est membre du comité fédéral du PS de Huy-Waremme.

Mais surtout, il est lié au patronat par ses mandats qui l'amènent bien souvent à rencontrer derrière des portes closes, sans aucun contrôle, ni de la part des militants de la FGTB, ni de ceux du PS, et encore moins des travailleurs en général.

Un Wallon, peut-être, mais pas un représentant des travailleurs !

Quant au secrétaire général de l'interrégionale wallonne de la FGTB, Thierry Bodson, il vient de décider d'une campagne sur le thème « Cette fois, les Wallonnes et les Wallons vont payer la note. La FGTB s'y oppose ». Thierry Bodson sait pourtant parfaitement que les familles flamandes vont aussi « payer la note ». Il cite lui-même l'augmentation du tarif des crèches, l'indexation des loyers, la non indexation des allocations familiales… pratiquées par le gouvernement flamand. Mais en axant sa campagne de protestation contre l'austérité sur la défense des seuls « Wallons », Bodson veut faire croire que les seuls adversaires des travailleurs sont le gouvernement fédéral, le MR et les partis flamands. Une façon d'excuser le PS et surtout de ne pas dénoncer le capitalisme et les patrons, qui sont la cause de l'appauvrissement des travailleurs.

Austérité en cascade

Début avril, le gouvernement fédéral annonçait, en se réjouissant, un « contrôle budgétaire sans difficultés ».

Enfin, le jour d'après, on a pu voir que c'était sans difficultés pour le fédéral qui, au nom de la nouvelle autonomie fiscale des Régions, versera moins aux Régions. - 396 millions d'euros pour la Flandre, - 105 millions d'euros pour Bruxelles, - 247 millions d'euros pour la Wallonie, soit 748 millions d'euros de… mesures d'austérité supplémentaires à imposer via les gouvernements régionaux.

Et voilà le gouvernement wallon d'accuser Charles Michel de « trahir les Wallons », la NVA de dénoncer une réforme d'Etat faite selon lui par le PS francophone au profit des seuls Francophones, et le gouvernement fédéral de se retrancher derrière les quelques rares experts qui maîtrisent les règles de calcul de ces montants…

Que ce soit par le gouvernement flamand, wallon, bruxellois ou fédéral, la note sera présentée aux travailleurs… qui ont tout intérêt à se rassembler pour refuser de la payer.

La grande gesticulation de la N-VA

La N-VA échange le V en signe de « Victoire » et « Vlaams » contre une main ouverte. Selon les dirigeants du parti, elle serait « le symbole d'un parti qui serait force du changement, moteur du progrès, un parti à vocation sociale…».

Quels sont les changements que prône la N-VA, on a pu s'en rendre compte avec la politique d'austérité du gouvernement flamand qu'il dirige. Pas étonnant donc que la N-VA dépense 1 million d'euros pour cette campagne. Il faudra une sérieuse dose de « com' » pour le faire oublier.



Ainsi font font font les petites marionnettes...

Une main tendue ? Pas aux travailleurs !

De Wever explique : « Nous voulons être une force de changement. En face, il y a un syndicat qui refuse ce changement, qui ne veut pas avancer. C'est une force réactionnaire (…) »

Voilà contre qui son parti compte imposer son « changement » : contre tous les travailleurs qui ne voudraient pas se résigner au chômage, aux baisses des salaires et de leur niveau de vie.

Ce qu'ils appellent « progrès », c'est uniquement la progression des profits pour quelques-uns au détriment du monde du travail ! Et c'est un sérieux recul pour les travailleurs et pour toute la société.

La loi relative à la promotion du profit

Mardi, 22 avril, la « loi relative à la promotion de l'emploi » a été votée à la Chambre. Entre autres, elle prolonge le gel des salaires de deux ans et légalise le saut d'index.

Cette loi est une grave attaque contre les salaires. Sa raison d'être est de baisser le « coût du travail » et d'augmenter les profits.

Quant à l'emploi que le gouvernement prétend promouvoir avec cette loi, rien n'est imposé aux patrons. Et la baisse du niveau de vie entraînera la diminution de la consommation… et l'augmentation du chômage.

Le capitalisme: un système dont il faut se débarrasser.

Le président de la plus grande banque américaine – JP Morgan – prédit dans sa « lettre aux actionnaires » l'avènement prochain de « la pire crise financière de l'histoire ». Prévisions similaires du côté du Fonds monétaire international (FMI) qui craint que l'argent que les banques centrales pompent vers le système financier en accordant des crédits aux intérêts quasi nuls aux banques et aux entreprises ne provoque surtout des bulles spéculatives plutôt qu'une vraie croissance.

Quel aveu d'impuissance de la part de ces personnages de premier plan du monde capitaliste !

En effet, quelles que soient les mesures que prennent les dirigeants des Etats et des organismes internationaux telles que le FMI, pour réagir à la crise, elles ne peuvent que conduire à des crises encore plus importantes.

Car aucune des mesures prises par les Banques Centrales et les États ne peut changer la nature profonde du système capitaliste : l'impossibilité de réguler ce système et le chaos engendré par une minorité de possédants en concurrence à la recherche effrénée du profit maximum.

Ainsi, les responsables de la banque centrale européenne assuraient que la mise à disposition des banques et des entreprises de plus de 1 000 milliards d'euros de crédits sans intérêts dans les deux ans à venir, servirait à stimuler la croissance et donc l'emploi. Mais les entreprises n'investissent et n'accroissent leur production que si elles pensent pouvoir vendre plus… ce qui n'est pas le cas.

Alors les actionnaires des entreprises préfèrent réaliser plus de profits en utilisant cet argent pour racheter leurs concurrents – souvent avec des pertes d'emplois à la clé – plutôt que d'investir dans des nouvelles usines ou d'embaucher.

Le résultat en est surtout une hausse des prix des actions. Cela peut rendre un patron comme Marc Coucke plus riche de 400 millions d'euros d'un seul coup, rien que par l'augmentation de la valeur de ses actions, mais pour les populations, pour les travailleurs, c'est surtout une énorme ardoise que les Etats leur feront rembourser en les condamnant à toujours plus d'austérité et de misère.

Seule la classe ouvrière a la force d'imposer d'autres règles que le profit capitaliste. Car quels que soient les profits distribués aux actionnaires des entreprises et des banques, toutes les richesses viennent du travail des ouvriers et des employés.

Le monde du travail ne pourra pas accepter éternellement de s'appauvrir toujours plus en travaillant toujours plus durement pour laisser une poignée de grands actionnaires détourner les fruits de leur travail dans des opérations financières aux conséquences désastreuses pour eux et pour toute la société.

Les travailleurs doivent défendre leur travail et leurs salaires, et faire entendre leurs propres exigences face à la crise :

Les entreprises ont des milliards à gogo pour se racheter mutuellement et payer des dividendes aux actionnaires ? Alors aucun travailleur ne doit se trouver privé de son salaire, ni entièrement parce qu'il est licencié, ni partiellement parce que son salaire baisse ! Qu'on prenne sur les profits pour répartir le travail entre tous, sans perte de salaire !

Il faut augmenter tous les salaires, pensions et allocations. Ce sont les profits qui alimentent les bulles spéculatives. Moins de profits pour plus de salaires, c'est déjà ça de moins pour la spéculation.

Il manque des logements, des places en crèche ou encore en home pour personnes âgées ? Les soins deviennent trop chers pour être accessibles pour tous, les transports publics se dégradent toujours plus ? L'argent public doit servir au public, pas aux capitalistes !

Patronat et Etat nous demandent en permanence de faire des sacrifices au nom de la crise. Mais avant de payer, les travailleurs doivent avoir le droit de voir où est parti l'argent, et à quoi il a servi ! Les comptes des entreprises et de l'Etat doivent être soumis au contrôle des travailleurs. Tout ce qui se décide dans les conseils d'administration des entreprises doit être public.

Et pour empêcher les banquiers de nuire, il faut les exproprier, fonder les banques en une seule banque publique, sous le contrôle des travailleurs et de la population !

Les travailleurs qui osent réclamer leur dû, voire qui se donnent la perspective de prendre le pouvoir à la place d'une classe capitaliste qui semble omnipuissante, ne sont qu'une toute petite minorité aujourd'hui ? Certes, mais c'est en levant ce drapeau aujourd'hui qu'on permettra aux millions de révoltés de demain de se regrouper en-dessous et de combattre le capitalisme.

Il y a 25 ans : la dépénalisation de l'avortement

Depuis le 3 avril 1990, il existe en Belgique une loi qui dépénalise partiellement l'avortement. Il a fallu des années de combat pour imposer ce droit élémentaire des femmes à disposer de leur corps et les mettre - elles et les médecins qui les aidaient - à l'abri de poursuites judiciaires en cas d'interruption volontaire de grossesse.

Avant cette loi, des femmes mouraient tous les jours suite à des avortements clandestins qui se pratiquaient dans des conditions souvent épouvantables, comme à l'aide d'aiguille à tricoter ou de baleines de parapluie. Seules les riches pouvaient se payer un voyage à l'étranger pour s'y faire avorter.

Cette loi permet aux femmes d'interrompre une grossesse non désirée dans de meilleures conditions médicales et d'hygiène. Les anti-avortement veulent nous faire revenir en arrière, c'est-à-dire à ces pratiques barbares. Alors que ce qu'il faut, au contraire, c'est multiplier les moyens pour les femmes de maîtriser la contraception.

Des mouvements réactionnaires anti-avortement se développent partout. En Europe, l'Irlande, la Pologne, Malte et Chypre interdisent l'avortement. D'autres pays le rendent pratiquement inaccessible. Le résultat est qu'aujourd'hui dans le monde, on estime qu'une femme meurt d'un avortement clandestin toutes les 9 minutes.

Et en Belgique aussi les réactionnaires et bigots de toutes sortes se font entendre pour remettre en cause ce droit élémentaire des femmes.

Déjà lors de la parution de la loi, le 4 avril 1990, le roi Baudouin invoquait sa « conscience » et refusait de signer la loi dépénalisant l'avortement. Et l'archevêque Léonard continue dans la même ligne en qualifiant cette loi de « drame » lors de son discours de Pâques. Tous ces bigots religieux croient pouvoir décider à la place des femmes ce qu'elles font de leur corps.

Aujourd'hui malgré la loi, avoir accès à l'IVG n'est pas garanti. En effet, il est difficile de trouver des médecins pour pratiquer les avortements. La seule université à proposer une formation spécifique à la technique de l'avortement est l'ULB. Mais les étudiants doivent se porter volontaires pour la suivre et ils sont peu nombreux à la faire. Cette année ils sont une petite vingtaine.

Les femmes doivent multiplier les démarches pour trouver un médecin qui accepte de pratiquer l'intervention et les temps d'attente sont tels qu'ils peuvent les amener au-delà des délais légaux.

La politique de réduction des moyens dans la santé rejoint donc les préjugés réactionnaires des bigots de toutes sortes qui font obstacle aux droits des femmes. Le combat pour le droit à disposer de son corps, pour l'avortement et la contraception libres et gratuits est toujours d'actualité.



Il a fallu de nombreuses mobilisations pour que les femmes obtiennent le droit de choisir ce qu'elles font de leur corps. Ci-dessus : Manifestation de soutien au docteur Willy Peers en 1973 à Namur. Emprisonné pour avoir pratiqué des avortements.

A l'école… de l'exclusion !

Les centres PMS « diagnostiquent » 4 fois plus de retards mentaux ou des troubles du comportement chez les enfants de familles pauvres ou modestes que chez ceux des familles riches.

Ces centres sont sous la pression d'un système d'enseignement débordé, incapable de s'adapter aux difficultés éprouvées par les enfants des familles populaires.

Et la conséquence, ce sont 35 000 enfants en Communauté française envoyés vers l'enseignement spécialisé qui ne procurera aucun diplôme pour une grande partie d'entre eux.

En moyenne… ils mentent

Selon les dernières statistiques de la Banque nationale, le patrimoine financier des Belges s'élevait à 106 500 euros par personne en moyenne fin 2014. Et si on ajoute le patrimoine immobilier on peut dire que chaque belge posséderait 190 500 euros fin 2014. En moyenne bien entendu !

Ainsi depuis 2001, les Belges se seraient enrichis de 40 % d'après les calculs du journal financier de Tijd.

Si vous ne trouvez pas cet argent sur votre compte, c'est normal… il est sur les comptes d'une petite minorité de capitalistes, ces parasites qui s'enrichissent de notre travail !